



PIECE G-1 : MISE EN COMPATIBILITE DE DOCUMENT D'URBANISME – PLU DE SAINT-RAMBERT-D'ALBON



SOMMAIRE

I. NOTE DE PRESENTATION 3

I.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET SOUMIS A ENQUETE3

 I.1.1 Consistance du projet.....3

 I.1.2 Objectifs et enjeux du projet4

 I.1.3 Le projet dans la commune4

I.2 PRESENTATION DU PLU DE SAINT-RAMBERT-D’ALBON.....6

I.3 OBJET ET CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE6

 I.3.1 Objet de la mise en compatibilité.....6

 I.3.2 Procédure de mise en compatibilité des documents d’urbanisme6

 I.3.2.1 Avis de l’Autorité environnementale (Ae)6

 I.3.2.2 L’examen conjoint des « personnes publiques associées » (PPA)6

 I.3.2.3 Le rapport de la commission d’enquête7

 I.3.2.4 Avis des communes/EPCI concernés7

 I.3.3 Rappel des textes réglementaires7

II. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D’URBANISME..... 9

II.1 LE REGLEMENT9

 II.1.1 Zone A.....9

 II.1.2 Zone 2AUl9

 II.1.3 Sous-secteur Ulf de la zone Ul.....9

 II.1.4 Zone Ut.....10

II.2 LES EMPLACEMENTS RESERVES10

II.3 LES ESPACES BOISES CLASSES10

II.4 LES ORIENTATIONS D’AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION10

II.5 LE PROJET D’AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD).....10

III. MISE EN COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D’URBANISME..... 11

I. NOTE DE PRESENTATION

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme est une procédure régie par le code de l'urbanisme conformément aux articles L. 153-54 à 153-59, R. 153-13, R. 153-14 et suivants.

Lorsqu'un projet d'aménagement nécessite une Déclaration d'Utilité Publique (DUP), et que ce projet n'est pas compatible avec le document d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la commune, alors la DUP ne peut intervenir que si l'enquête a porté à la fois sur la DUP et sur la mise en compatibilité du document d'urbanisme concerné.

La notion de compatibilité est définie par la jurisprudence comme « la non-contrariété avec les options fondamentales » du document d'urbanisme.

La compatibilité est donc remplie à la double condition que :

- l'opération ne soit pas de nature à compromettre le parti d'aménagement retenu par la commune,
- l'opération ne méconnaisse pas les dispositions du/des règlement(s) de la (des) zone(s) dans laquelle (lesquelles) sa réalisation est prévue.

I.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET SOUMIS A ENQUETE

I.1.1 CONSISTANCE DU PROJET

Le projet concerne la création d'un diffuseur sur l'autoroute A7 (Lyon-Marseille), situé sur les communes de Saint-Rambert-d'Albon et d'Albon au niveau du PK30 et Saint-Barthélémy-de-Vals au niveau du PK42 dans le département de la Drôme.

La maîtrise d'ouvrage du projet est assurée par le concessionnaire autoroutier ASF (VINCI Autoroutes). Il est co-financé par ASF et les collectivités : la région Auvergne-Rhône-Alpes, le Conseil Départemental de la Drôme et la Communauté de Communes de Porte de DrômArdèche.

Cet aménagement, inscrit dans la liste des aménagements du 17^{ème} avenant au contrat de plan 2017-2021 (Plan d'Investissement Autoroutier) approuvé par décret du 06/11/2018, consiste en :

- **La création d'un demi-diffuseur Nord, orienté au Sud** et se raccordant à la RN7 au Sud de l'aire de services de Saint-Rambert-d'Albon. Ce demi-diffuseur est situé sur les communes de Saint-Rambert-d'Albon et d'Albon, au niveau du PK30 et ses bretelles se raccordent à la RN7 via un carrefour giratoire à créer. Ce demi-diffuseur est composé d'un nouvel ouvrage franchissant l'A7 et d'une gare de péage bidirectionnelle ;
- **La création d'un demi-diffuseur Sud, orienté au Nord** sur la commune de Saint-Barthelemy-de-Vals, au niveau du PK42, ses bretelles se raccordent sur la RD112 via un carrefour giratoire existant à l'Est de l'A7 à réaménager et un carrefour giratoire à créer à l'Ouest. Ce demi-diffuseur est composé de deux gares de péage satellite et nécessite le réaménagement de l'ouvrage RD112 franchissant l'A7 (PS428).



Figure 1. Schéma de principe de l'aménagement



Figure 2. Plan de situation du projet

I.1.2 OBJECTIFS ET ENJEUX DU PROJET

Le projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche est motivé par la création d'un nouveau système d'échanges avec l'autoroute A7 sur sa plus longue section sans échangeur (32km) entre Chanas (diffuseur n°12 au PR24) et Tain-l'Hermitage (diffuseur n°13 au PR56).

Ce projet est un levier important de développement économique, d'attractivité touristique, d'aménagement et d'équilibre des territoires, d'environnement et de vie quotidienne des habitants. Il répond à des enjeux multiples, à savoir :

- Des enjeux économiques : le projet renforce l'accessibilité de la ZAC Axe 7 et son développement, tout comme il bénéficiera à la zone industrialo-portuaire (ZIP) Inspira de Salaise-Sablons, ainsi qu'à toutes les entreprises déjà présentes sur le territoire,
- Des enjeux touristiques : le projet est un moteur de développement du tourisme (notamment par exemple pour la Tour d'Albon, le Palais Idéal du Facteur Cheval, la Ferme de Marthe Robin, l'hôtellerie etc) et des activités de loisir,
- Des enjeux de déplacement : le projet permettra une meilleure desserte locale avec un désenclavement du territoire (vallées de la Galaure et de la Valloire) et un renforcement de la connexion entre le bassin d'Annonay et le territoire de Beaupaire à la Vallée du Rhône et de décongestionner la RN7 et les sorties autoroutières de Chanas et Tain l'Hermitage.

Les objectifs visés par la création d'un diffuseur autoroutier sur le territoire de la communauté de communes de Porte de DrômArdèche sont donc de :

- Désenclaver le territoire en facilitant l'accès à l'autoroute et mieux desservir les vallées de la Galaure, de la Valloire et de l'Herbasse,
- Fluidifier les déplacements sur le réseau secondaire, notamment la RN7, et au niveau des échangeurs de Chanas et de Tain-l'Hermitage,
- Renforcer l'attractivité économique du territoire en facilitant les déplacements du quotidien, la circulation de marchandises et l'accès aux sites touristiques.

Il s'agit donc d'offrir à l'ensemble des habitants du territoire et aux acteurs économiques des temps de trajet réduits et une connexion ainsi renforcée entre les vallées du Rhône, de la Galaure, de la Valloire et de l'Herbasse.

I.1.3 LE PROJET DANS LA COMMUNE

Le demi-diffuseur Nord s'implante majoritairement sur la commune de Saint-Rambert-d'Albon et pour partie sur celle d'Albon.

Au niveau du demi-diffuseur Nord, le projet consiste en la réalisation des aménagements suivants :

- Création d'une bretelle d'entrée en insertion en direction de Marseille raccordée à la RN7 et équipée d'une gare de péage à 2 voies associée à une halte simple pour les poids lourds,

- Création d'une bretelle de sortie en déboitement depuis Marseille raccordée à la RN7 et équipée d'une gare de péage à 3 voies associée à une halte simple pour les poids lourds,
- Création d'un giratoire à 4 branches sur la RN7,
- Réalisation d'un passage supérieur au-dessus de la section courante de l'A7,
- Rétablissement de l'accès à l'aire de Saint-Rambert-d'Albon en sens 2 par l'intermédiaire de la bretelle de sortie mentionnée ci-avant,
- Signalisation verticale liée au demi-diffuseur,
- Mesures environnementales associées au projet.



Figure 3. Demi-diffuseur Nord

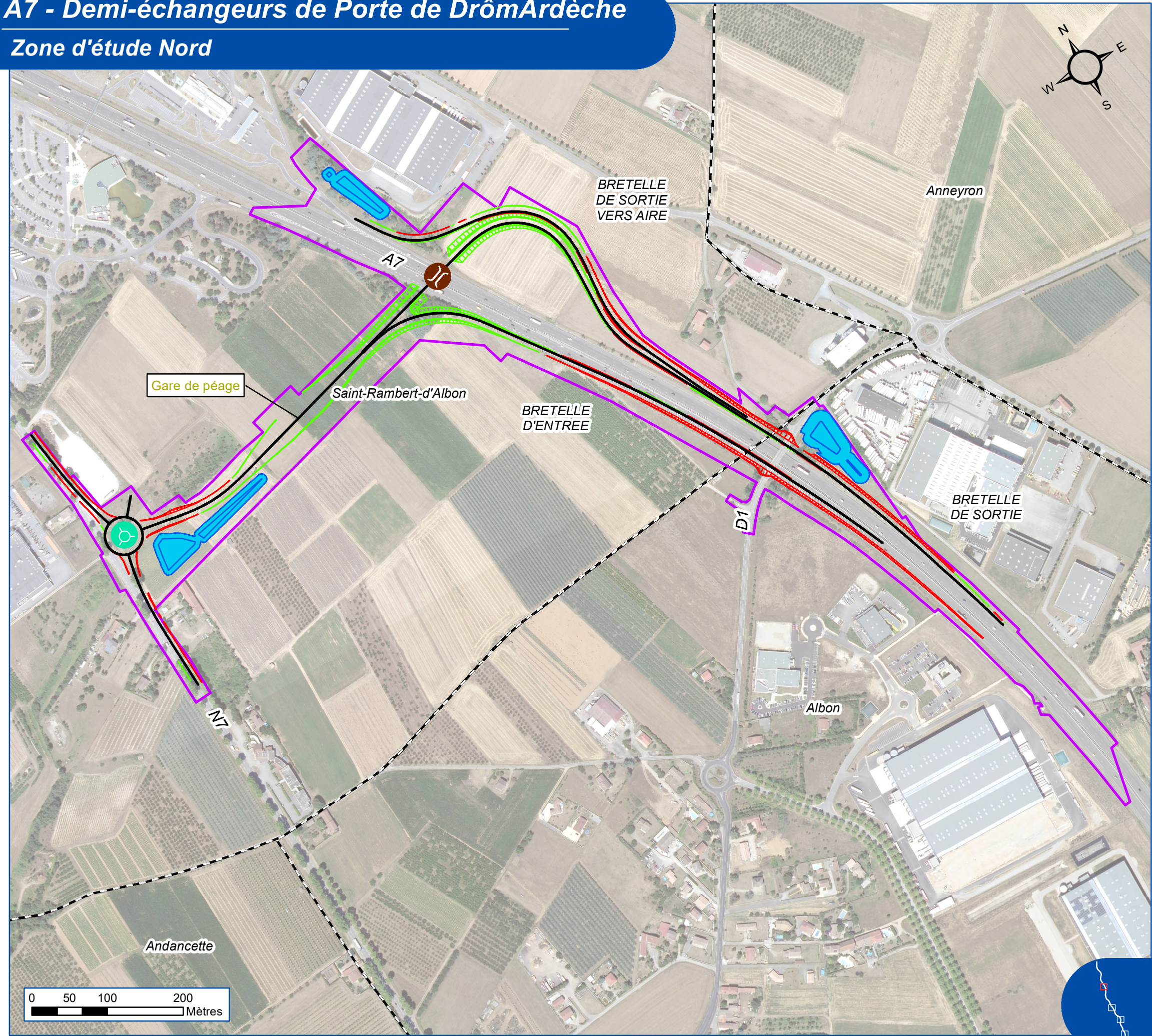
Les mesures environnementales envisagées pour le projet consistent à :

- assurer une protection des eaux superficielles et souterraines, au travers de la mise en place d'un système d'écroulement et d'assainissement composé de fossés associés à des bassins multifonctions qui favorisent le traitement des eaux des bretelles avant rejet dans le milieu naturel,
- conserver les milieux naturels et les espèces à enjeux écologiques de faune et de flore et compenser les impacts résiduels par des mesures de restauration et de création de zones humides et de milieux écologiques,
- limiter les nuisances acoustiques via la création de dispositifs acoustiques,
- réaliser des travaux d'aménagements paysagers afin de bien intégrer le projet ainsi que ses équipements spécifiques dans le site.

L'extrait du Plan Général des Travaux présenté en page suivante, localise les travaux prévus sur la commune de Saint-Rambert-d'Albon.

A7 - Demi-échangeurs de Porte de DrômArdèche

Zone d'étude Nord



Légende

- Limites communales
- Bande DUP
- Cours d'eau
 - Cours d'eau principal
 - Cours d'eau secondaire
 - Sens d'écoulement des eaux
- Aménagements projet
 - Tracé projet
 - Remblais
 - Déblais
 - Mur de soutènement
 - Bassin à créer
 - Ouvrage d'art à créer
 - Giratoire à créer
 - Zones compensatoires

I.2 PRESENTATION DU PLU DE SAINT-RAMBERT-D'ALBON

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Rambert-d'Albon, approuvé le 21 décembre 2018, est depuis le 17 janvier 2019, le document d'urbanisme en vigueur sur cette commune.

Il a fait l'objet de cinq modifications approuvées respectivement le 30 novembre 2020, le 10 juin 2021, le 30 novembre 2021, le 23 mai 2022 et le 17 mars 2023.

Le dossier du PLU comprend les pièces suivantes :

- Le rapport de présentation qui comprend le diagnostic territorial et la justification des choix retenus,
- Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP),
- Le règlement graphique,
- Le règlement écrit,
- Les annexes (servitudes d'utilité publique et annexes informatives).

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) se décline en 3 orientations :

- Orientation n°1 : Façonner un développement communal durable et solidaire pour accueillir l'arrivée de nouveaux habitants,
- Orientation n°2 : Tendre vers une meilleure qualité de vie pour la population,
- Orientation n°3 : Préserver la qualité de l'air, de l'eau, du sol, des ressources et paysages naturels remarquables, des écosystèmes, des espaces et l'activité agricole.

Le projet de diffuseur de Porte de Dromardèche est mentionné comme devant être anticipé, au sein de l'axe 1 « Encourager les déplacements alternatifs à l'automobile et rationaliser les déplacements » de l'orientation n°2.

Le PLU définit 7 Opérations d'Aménagement et de Programmation (OAP), mais aucune ne concerne le secteur du projet de demi-diffuseur Nord.

I.3 OBJET ET CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISE EN COMPATIBILITE

I.3.1 OBJET DE LA MISE EN COMPATIBILITE

Le présent dossier, établi conformément aux articles L. 153-54 à L. 153-59, R. 153-13 et R. 153-14 du code de l'urbanisme, traite de la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Saint-Rambert-d'Albon, nécessaire au projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche.

D'un point de vue technique, le document d'urbanisme doit intégrer l'opération à venir, afin de préserver l'espace nécessaire à son implantation face à d'autres projets d'aménagement. Ainsi, tout nouveau projet de développement communal ou d'aménagement d'infrastructure soumis au document d'urbanisme prendra en compte l'opération afin de ne pas compromettre la réalisation.

I.3.2 PROCEDURE DE MISE EN COMPATIBILITE DES DOCUMENTS D'URBANISME

La procédure de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme s'organise en même temps que la procédure de déclaration d'utilité publique du projet, à laquelle elle est directement rattachée.

Le schéma ci-dessous synthétise les 4 étapes de la procédure de mise en compatibilité, et son articulation dans le temps avec la procédure de déclaration d'utilité publique du projet. Ces 4 étapes sont également explicitées ci-après.



Figure 4. Schéma de la procédure

I.3.2.1 Avis de l'Autorité environnementale (Ae)

Tout projet soumis à évaluation environnementale doit faire l'objet d'un avis de l'autorité environnementale.

Pour le projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche, l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement mentionnée à l'article L. 122-1 du code de l'environnement, est la formation d'Autorité environnementale (Ae) de l'Inspection Générale de l'Environnement et du Développement Durable (IGEDD).

L'avis rendu par l'AE-IGEDD porte sur la qualité de l'évaluation environnementale faite par le Maître d'Ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par ce projet. Il vise également à garantir la bonne information du public sur les enjeux environnementaux et sanitaires.

I.3.2.2 L'examen conjoint des « personnes publiques associées » (PPA)

Préalablement à l'enquête publique, une réunion « d'examen conjoint » avec les Personnes Publiques Associées est organisée, conformément à l'article L. 153-52 du code de l'urbanisme. La réunion d'examen conjoint se déroule en présence de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, et des personnes publiques associées prévues aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme.

À l'issue de la réunion d'examen conjoint, un procès-verbal est rédigé et joint au dossier de mise en compatibilité.

À compter de la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête, et jusqu'à la déclaration d'utilité publique, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité.

I.3.2.3 Le rapport de la commission d'enquête

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête précisent les échanges et observations émises, durant la procédure d'enquête publique, sur l'ensemble des thématiques dont la mise en compatibilité. La commission d'enquête donne également son avis sur les modalités proposées pour la mise en compatibilité.

I.3.2.4 Avis des communes/EPCI concernés

Lorsqu'il reçoit les conclusions de la commission d'enquête, le préfet chargé de l'organisation de l'enquête publique transmet, pour avis, à la commune ou à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent :

- le dossier de mise en compatibilité du document d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique (R. 153-14 du code de l'urbanisme),
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint,
- le rapport et les conclusions de la commission d'enquête.

La commune ou l'établissement consulté dispose alors d'un délai de deux mois pour émettre cet avis. À défaut, ce dernier sera réputé favorable.

La mise en compatibilité du document d'urbanisme devient exécutoire dès lors que la déclaration d'utilité publique est publiée, conformément aux dispositions de l'article L. 153-58 du code de l'urbanisme.

I.3.3 RAPPEL DES TEXTES REGLEMENTAIRES

La procédure de mise en compatibilité des documents d'urbanisme est mise en œuvre conformément aux articles suivants du code de l'urbanisme, dont des extraits sont rappelés ci-après :

- ❖ **Article L. 153-54 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)**

« Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, [...], et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint. »

- ❖ **Article L. 153-55 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)**

« Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

[...]

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. »

- ❖ **Article L. 153-56 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)**

« Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, [...] le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité. »

- ❖ **Article L. 153-57 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)**

« A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° Émet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, [...]. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ; [...] »

- ❖ **Article L. 153-58 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)**

« La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ; [...] »

- ❖ **Article L. 153-59 du code de l'urbanisme (version en vigueur issue de l'Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015)**

« L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage. [...] »

4° Au Journal officiel de la République française, lorsqu'il s'agit d'un décret en Conseil d'Etat.

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté. »

❖ **Article R. 153-13 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015)**

« Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'examen conjoint des dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme prévue par les articles L. 153-49 et L. 153-54, cet examen conjoint a lieu avant l'ouverture de l'enquête publique, à l'initiative de l'autorité chargée de la procédure.

Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint est joint au dossier de l'enquête publique. »

❖ **Article R. 153-14 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2018-617 du 17 juillet 2018)**

« Le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et des résultats de l'enquête, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint sont soumis pour avis par le préfet à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou au conseil municipal. Si ceux-ci ne se sont pas prononcés dans un délai de deux mois, ils sont réputés avoir donné un avis favorable. »

❖ **Article R. 153-20 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021)**

« Font l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R. 153-21 : [...]

3° Le décret ou l'arrêté prononçant la déclaration d'utilité publique prévue à l'article L. 153-58 ; [...]

6° La décision mentionnée à l'article R. 104-33, en cas de modification ou de mise en compatibilité, de réaliser ou non une évaluation environnementale. »

❖ **Article R. 153-21 du code de l'urbanisme (version en vigueur modifiée par le Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021)**

« Tout acte mentionné à l'article R. 153-20 est affiché pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, à l'exception de la décision mentionnée au 6° de l'article R. 153-20.

Il est en outre publié :

1° Au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 2121-10 du code général des collectivités territoriales, lorsqu'il s'agit d'une délibération du conseil municipal d'une commune de 3 500 habitants et plus ;

2° Au Recueil des actes administratifs mentionné à l'article R. 5211-41 du code général des collectivités territoriales, s'il existe, lorsqu'il s'agit d'une délibération de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale comportant au moins une commune de 3 500 habitants et plus ;

3° Au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, lorsqu'il s'agit d'un arrêté préfectoral ;

II. ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME

Le présent chapitre analyse la compatibilité du projet de diffuseur de Porte de DrômArdèche avec le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Saint-Rambert-d'Albon.

La surface d'emprise retenue pour la mise en compatibilité correspond à la bande soumise à enquête publique. Celle-ci comprend les emprises strictes du projet et celles nécessaires à la réalisation des travaux.

II.1 LE REGLEMENT

Le projet de demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche localisé sur la commune de Saint-Rambert-d'Albon, traverse plusieurs zonages du PLU de cette commune, à savoir :

- la zone A : zone agricole,
- la zone 2AUI : secteur d'activités économiques fermées à l'urbanisation,
- le sous-secteur Ulf de la zone UI : zone réservée aux activités économiques,
- la zone UT : zone occupée par les voies, aires et installations de l'A7.

II.1.1 ZONE A

La zone A correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou écologique des terres agricoles.

Le règlement de la zone A admet dans son article A 1-2 « DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS AUTORISEES », « sous réserve d'assurer le maintien du caractère naturel agricole ou forestier de la zone », notamment :

- « Les installations et ouvrages techniques, les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, ainsi que les accès, canalisations, assainissements, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,
- Les affouillements et exhaussements de sol liés aux constructions et aménagements compatibles avec la vocation de la zone. Les déblais, remblais et dépôts de terre sont néanmoins interdits. »

Le règlement de la zone A autorise le projet de demi-diffuseur Nord en tant qu'installation et ouvrage technique des administrations publiques ou assimilés, sous réserve qu'il ne soit pas incompatible avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel il est implanté et qu'il ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

De plus, le règlement de la zone A autorise les affouillements et exhaussements liés aux ouvrages autorisés dans la zone mais interdit la mise en œuvre de déblais et remblais de terre.

Ainsi la création du demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche n'est pas explicitement autorisée dans la zone A, notamment les déblais, remblais et dépôts de terre. A noter que les aménagements de la RN7 hors giratoire tels qu'ils sont prévus (reprise de chaussées, de signalisation...) sont compatibles avec le règlement de la zone A.

Une mise en compatibilité est donc nécessaire au sein de la zone A.

II.1.2 ZONE 2AUI

La zone 2AUI correspond aux secteurs de développement d'activités économiques de Creux, de Thine et de la partie Sud de Grands Champs. Ils sont fermés à l'urbanisation jusqu'à une modification du PLU destinée à les ouvrir.

L'article 2AUI 1-1 « DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS INTERDITES » liste des destinations et sous-destinations interdites, et notamment « les dépôts de matériaux, les affouillements et exhaussements non nécessaires à l'assise des constructions et aménagements autorisés, ainsi que les déblais, remblais et dépôts de terre. » D'après l'article 2AUI 1-2 « DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS AUTORISEES », toutes les occupations et utilisations de sol sont admises à l'exception de celles interdites à l'article 2AUI 1-1.

Le projet de demi-diffuseur Nord n'est pas concerné par les destinations et sous-destinations citées comme interdites.

Cependant, de la même manière que pour le règlement de la zone A, la création du demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche n'est pas explicitement autorisée dans la zone 2AUI, notamment les déblais, remblais et dépôts de terre.

Une mise en compatibilité est donc nécessaire au sein de la zone 2AUI.

II.1.3 SOUS-SECTEUR ULF DE LA ZONE UI

Le sous-secteur Ulf de la zone UI correspond à une zone urbaine limitée aux grands commerces, à l'hébergement hôtelier et à la restauration, ainsi qu'aux projets de loisirs ou d'événementiel et au développement de l'activité existante.

L'article UI 1-1 « DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS INTERDITES » liste des destinations et sous-destinations interdites, et notamment « les dépôts de matériaux, les affouillements et exhaussements non nécessaires à l'assise des constructions et aménagements autorisés, ainsi que les déblais, remblais et dépôts de terre. » D'après l'article UI 1-2 « DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS AUTORISEES », toutes les occupations et utilisations de sol sont admises à l'exception de celles interdites à l'article 2AUI 1-1. Concernant le sous-secteur Ulf, est autorisée « la destination "Artisanat et commerce de détail" à condition de ne pas être inférieure à 400 m² de surface de plancher ».

Le projet de demi-diffuseur Nord n'est pas concerné par les destinations et sous-destinations citées comme interdites. De plus, au droit de la zone Ulf, les aménagements de la RN7 hors giratoire tels qu'ils sont prévus (reprise de chaussées, de signalisation...) sont compatibles avec le règlement de la zone UI, puisqu'il n'y est pas prévu de déblais, remblais et dépôts de terre.

Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire au sein du sous-secteur Ulf de la zone UI.

II.1.4 ZONE UT

La zone UT correspond aux emprises et aux équipements de l'autoroute A7 et de la nationale 7. Elle est destinée à recevoir les constructions et installations concourant au fonctionnement de ces infrastructures ainsi qu'aux activités économiques qui y sont liées.

Le règlement de la zone UT admet dans son article UT 1-2 « DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS AUTORISEES », « les occupations et utilisations du sol directement liées aux besoins et à l'exploitation des infrastructures routières ainsi que celles des services publics. »

Le projet de demi-diffuseur Nord est lié, par nature, à l'exploitation de l'autoroute A7. Il est donc explicitement autorisé sur ce zonage.

Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire au sein de la zone UT.

II.2 LES EMPLACEMENTS RESERVES

Aucun emplacement réservé du PLU de Saint-Rambert-d'Albon n'est intercepté par le projet de demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche.

Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire.

II.3 LES ESPACES BOISES CLASSES

Aucun Espace Boisé Classé (EBC) du PLU de Saint-Rambert-d'Albon n'est intercepté par le projet de demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche.

Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire.

II.4 LES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Parmi les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) définies dans le PLU de Saint-Rambert-d'Albon, l'OAP secteur Axe 7 – ZAD1 est située à proximité du site d'implantation du projet de demi-diffuseur Nord de Porte de DrômArdèche, mais ne recoupe pas l'emprise du projet.

Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire.

II.5 LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE (PADD)

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du territoire de Saint-Rambert-d'Albon se définit autour de 3 axes fondamentaux :

- Axe n°1 : Façonner un développement communal durable et solidaire pour accueillir de nouveaux habitants,
- Axe n°2 : Tendre vers une meilleure qualité de vie pour assurer l'épanouissement de tous les rambertois,
- Axe n°3 : Préserver la qualité de l'air, de l'eau, du sol, des ressources et paysages naturels remarquables, les écosystèmes, les espaces et l'activité agricole.

Le projet de diffuseur ne vient pas contredire ces différentes orientations du PADD. Il est mentionné d'ailleurs comme devant être anticipé, au sein de l'axe 1 « Encourager les déplacements alternatifs à l'automobile et rationaliser les déplacements » de l'orientation n°2.

Aucune mise en compatibilité n'est nécessaire.

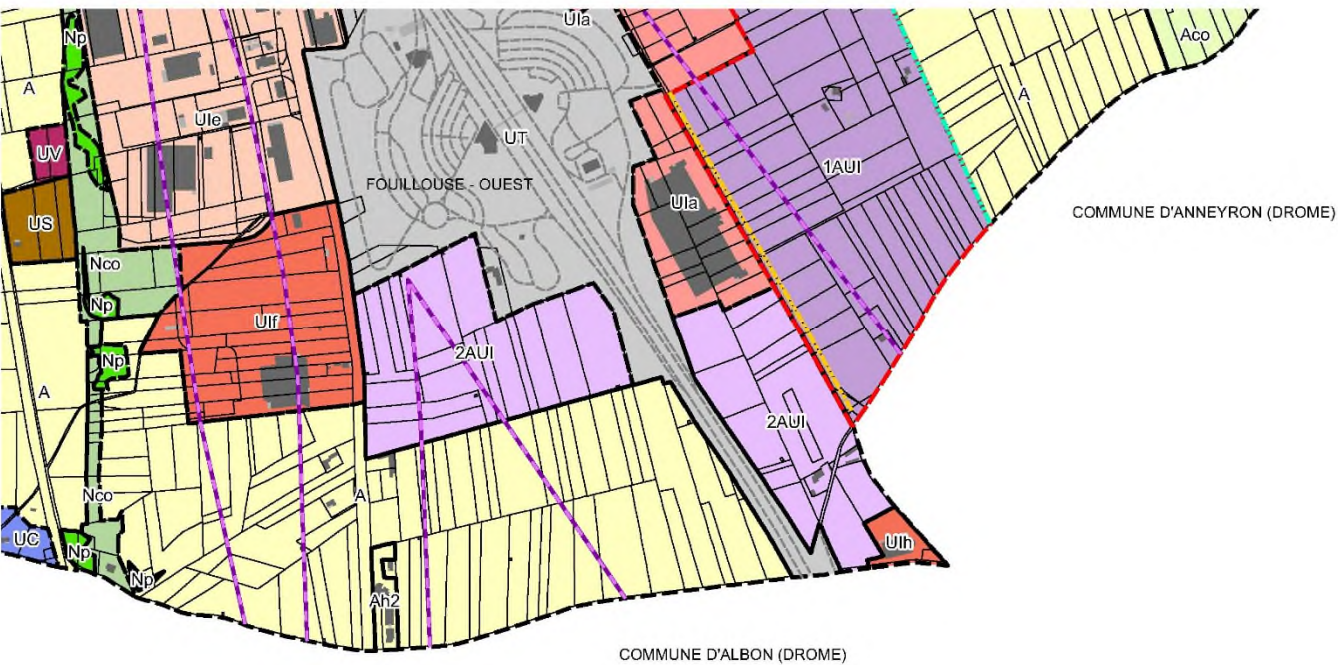
III. MISE EN COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D’URBANISME

La mise en compatibilité du PLU de la commune de Saint-Rambert-d’Albon vise à étendre la zone UT à l’intégralité de la bande soumise à enquête publique (hors actuelle RN7).

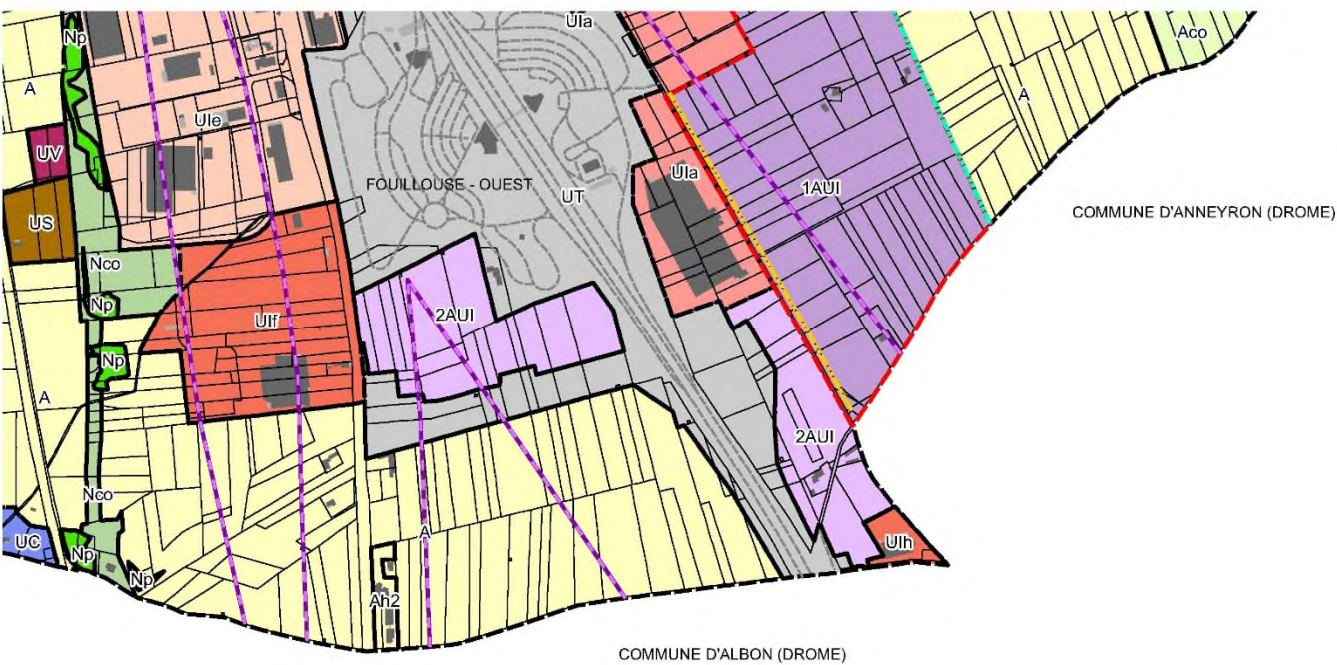
Le règlement écrit des différents zonages n’est donc pas changé mais le règlement graphique est modifié.

Un extrait du règlement graphique au droit du projet avant mise en compatibilité et après mise en compatibilité est présenté ci-dessous. L’extension de la zone UT se fait sur des parcelles actuellement en zone 2AUI (Zone à urbaniser fermée, réservée Axe 7 ZAD 2) ou A (Agricole).

AVANT MISE EN COMPATIBILITE



APRES MISE EN COMPATIBILITE



Légende :

Zones Urbaines :

- UC - Zone Urbaine à Dominante Pavillonnaire
- UI – Zone Urbaine d’Activités Économiques (UIa à UIh sont des sous-secteurs de UI)
- US - Station d’épuration
- UT - Voies, Aires et Installations de l’A7et de la RN7
- UV - Aire d’Accueil des Gens du Voyage

Zones À Urbaniser :

- 1AUI - Zone À Urbaniser Ouverte - Axe 7 ZAD 1 (OAP)
- 2AUI - Zone À Urbaniser Fermée - Axe 7 ZAD 2

Zones Agricoles :

- A - Zone Agricole (Ah et Aco sont des sous-secteurs de A)

Zones Naturelles :

- N - Zone Naturelle (NI, Nco, Nzh et Np sont des sous-secteurs de N)
- NI Nco Nzh Np

Autres :

- Zones de bruit (A7, RN7, Voie Ferrée)
- voirie de desserte agricole à conserver
- voirie de desserte de la zone 1AUI